



# **Consultations prébudgétaires en vue du budget fédéral 2017-2018**

Présentation au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

**Syndicat canadien de la fonction publique**

*Août 2016*

**CUPE**

www.cupe.ca  
1375, boul. Saint-Laurent  
Ottawa (Ontario) K1G 0Z7  
613-237-1590

## Introduction

Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) est le plus grand syndicat du Canada, comptant 639 000 membres. Les travailleurs du SCFP sont très fiers d'assurer la prestation de services publics de haute qualité dans les collectivités à travers le Canada grâce à leur travail dans les municipalités, les soins de santé, les services sociaux, les écoles, les universités et bien d'autres secteurs.

Le Canada subit actuellement une stagnation au niveau de l'économie, des emplois, des revenus et de la productivité; des inégalités persistent ainsi que des taux élevés de dette des ménages; alors, le besoin d'atteindre une durabilité fiscale et environnementale plus robuste se fait sentir.

Les familles qui travaillent continuent à perdre du terrain. Les salaires sont à peine capables de suivre le rythme du coût de la vie, et les travailleurs sont de plus en plus obligés d'accepter des emplois précaires et de type « ponctuels » offrant peu d'avantages sociaux ou de sécurité d'emploi. Les réductions des services publics, réunies aux prix des maisons qui ne cessent de grimper, ont fait monter les dettes des ménages à des niveaux périlleux. En même temps, le secteur des entreprises au Canada détient 700 milliards de dollars en réserve d'encaisse qui ne sont pas investis dans l'économie en raison d'une absence de demande.

Nous félicitons le gouvernement fédéral d'avoir pris des mesures pour renforcer l'économie en poursuivant plusieurs initiatives : financement plus important des infrastructures; amélioration de l'assurance emploi (AE) et des pensions publiques; financement plus important pour les Autochtones du Canada; engagement à lutter contre les changements climatiques; abrogation de certaines lois antisyndicales; lancement du programme des Allocations pour enfants; certaines mesures fiscales progressives.

Cependant, il faut faire beaucoup plus pour assurer une croissance économique plus robuste, plus équitable et plus durable. Essentiellement, il nous faut une plus grande demande économique – investissements et dépenses – pour atteindre cette croissance. Pour cela, il nous faudra :

- un plus grand nombre d'emplois de meilleure qualité offrant des salaires décents, la protection de l'emploi et des avantages sociaux;
- une économie plus diversifiée, novatrice et durable;
- une augmentation des dépenses gouvernementales, des services publics améliorés et des mesures de protection sociale soutenues par une imposition plus équitable.

Le 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada représente un jalon important dans notre histoire. Par ailleurs, cet anniversaire arrive à une époque où des changements importants se produiront dans notre économie. La transformation vers une économie à faible consommation de carbone, plus diversifiée et de plus en plus numérique offre beaucoup d'opportunités, mais entraînera également beaucoup de perturbations. Nous avons besoin d'être proactifs pour profiter au maximum de ces opportunités.

Pour assurer un développement économique soutenu, il nous faut des liens solides entre les entreprises, les fournisseurs, les ouvriers qualifiés, les établissements publics et les services publics de haute qualité. L'innovation et le changement réussissent le plus sous forme de démarche de collaboration où divers intervenants élaborent des solutions collectives.

Parmi les plus belles occasions, notons les suivants :

*Emplois verts.* Le Réseau pour une économie verte, qui est appuyé par le SCFP, a élaboré un plan pour aider à transformer l'économie canadienne et créer un million d'années personnes d'emplois avec les investissements dans l'écologisation des maisons et des bâtiments, des transports publics et de l'énergie publique renouvelable. Cette transformation peut être financée par un mécanisme progressif de tarification du carbone.

*Renforcement des institutions du marché du travail.* Il nous faut un rééquilibrage fondamental de notre économie pour assurer une plus grande égalité, générer plus d'emplois de haute qualité offrant des revenus décents, et établir un meilleur équilibre entre les secteurs des entreprises et des ménages. Ces efforts devraient comprendre le renforcement des normes d'emploi, l'élargissement des droits à la négociation collective, la garantie des salaires minimums, suffisants et équitables, et une progression au niveau des protections sociales. Toutes ces démarches revêtent une importance encore plus grande en raison de la précarité accrue des emplois.

*Investir dans l'économie des soins.* L'accès à des services publics et à des services de soin – depuis les soins pour enfants jusqu'aux soins de longue durée – est essentiel pour la participation au marché du travail et plus particulièrement la participation des femmes et les efforts afin de combler les lacunes de traitement et d'emploi fondées sur le sexe. Ces investissements représentent également des sources importantes de nouveaux emplois.

## Infrastructures publiques

Le SCFP appuie vigoureusement un financement accru pour les transports publics, le logement abordable, et les infrastructures sociales, communautaires et écologiques, y compris le fonds pour l'eau propre et les eaux usées. Nous serons ravis de travailler ensemble pour élaborer la phase 2 du plan des infrastructures afin que cette phase assure le plus grand rendement social, économique et environnemental des investissements permettant ainsi de créer des emplois décents pour les hommes, les femmes, les Canadiens autochtones, les travailleurs racialisés et d'autres personnes.

Nous accueillons positivement l'engagement à rétablir une politique fédérale équitable et inclusive sur les salaires et à appliquer des critères environnementaux à l'approvisionnement fédéral, mais il faut démontrer un leadership plus vigoureux en exigeant que les projets de financement par le fédéral respectent également des normes environnementales et sociales claires.

Tout le financement fédéral des infrastructures devrait prendre en compte les incidences sur l'environnement et les émissions de gaz à effet de serre. En plus, les entrepreneurs et les sous-traitants travaillant sur des projets financés par le fédéral devraient respecter une plateforme de normes sociales et éthiques, y compris le versement de salaires décents, le respect des droits des travailleurs, l'équité salariale, des effectifs représentatifs, des opportunités pour les apprentis et des normes élevées de responsabilité des entreprises.

Les infrastructures publiques devraient être financées et exploitées à même les deniers publics. Selon un rapport récent du vérificateur général de l'Ontario, les projets de partenariat public-privé (P3) coûtent beaucoup plus que s'ils étaient financés et exploités publiquement. Cela est encore plus vrai aujourd'hui, car les taux d'intérêt sur les obligations du gouvernement sont les plus bas de leur histoire. PPP Canada et les agences provinciales P3 ont été établis afin de promouvoir et d'évaluer les P3, et sont biaisés sur les P3. Le coût plus élevé des P3 se traduit déjà par des coupures des services publics de première ligne et par une croissance massive des dettes publiques et des responsabilités non comptabilisées. Le gouvernement fédéral avait raison d'enlever « l'écran P3 » pour les projets du Fonds Chantiers Canada. Il devrait également supprimer PPP Canada, réorienter le Fonds Canada P3, qui vaut 1,25 milliard de dollars, vers des projets d'infrastructures publiques et introduire une législation complète afin d'assurer la reddition des comptes et la transparence pour les projets P3.

Les investissements directs des fonds de pension dans les infrastructures publiques comporteront des coûts de financement considérablement plus élevés ainsi que des

coûts plus élevés pour les utilisateurs. La Banque de l'infrastructure du Canada qu'on a proposée ne devrait pas servir à profiter aux investisseurs et à l'industrie des P3 aux dépens du public.

## **Soins et éducation à la petite enfance abordable et de haute qualité**

L'une des choses les plus importantes que le gouvernement fédéral pourrait faire pour améliorer la qualité de vie des Canadiens, c'est de faire en sorte que les familles canadiennes aient accès à des soins et à l'éducation à la petite enfance (SEPE) à la fois abordables et de haute qualité.

De nombreuses études ont confirmé les bénéfices économiques et sociaux des SEPE. Le secteur des SEPE génère beaucoup plus d'emplois que les autres secteurs, assure un rendement estimatif de 2 \$ en recettes pour chaque dollar investi, et peut s'autofinancer en termes de fiscalité.

Le SCFP conseille vivement au gouvernement fédéral de travailler avec les provinces et les territoires afin d'établir et de financer un système SEPE sans but lucratif national, abordable, de haute qualité et public. Ce système devrait être compatible avec le cadre partagé élaboré par les défenseurs des soins à l'enfance et devrait appuyer des systèmes SEPE distincts pour les collectivités autochtones. On devrait également assurer la disponibilité d'un financement pour améliorer les salaires, les conditions de travail et la formation pour les travailleurs dans le secteur des soins à l'enfance.

## **Soins de santé**

Nous saluons l'engagement du gouvernement fédéral à négocier un nouvel Accord sur la santé. Le nouvel accord devrait prévoir des hausses annuelles importantes de financement liées strictement à des améliorations et à l'augmentation des soins de santé publics, et ne pas être utilisé par les provinces et les territoires pour financer les soins privatisés, les P3 ou pour dédier cet argent à d'autres fins. Le nouvel Accord sur la santé devrait comprendre :

- l'application plus rigoureuse des normes nationales des soins de santé et des dispositions de la *Loi canadienne sur la santé*. Les Canadiens à travers le pays devraient avoir un accès égal à des services égaux;
- un plan national universel pour les prescriptions (Régime d'assurance-médicaments), élaboré de concert avec les provinces afin de garder les coûts à un niveau abordable et d'en élargir la couverture;
- une augmentation importante des soins continus fournis et financés par les gouvernements, afin de créer un système sans faille le long du continuum des soins, y compris les soins de longue durée résidentiels, les soins communautaires et

à domicile, et les soins palliatifs pour des aînés et d'autres personnes dans le besoin;

- un réseau élargi de centres de soins de santé communautaires et primaires, avec comme point de mire la prévention et vivre en santé;
- une stratégie nationale sur la santé mentale, y compris les services de santé mentale en milieu de travail, élaborée avec les provinces et accompagnée d'un financement supplémentaire pour en agrandir l'accès.

Tous les nouveaux programmes devraient bénéficier d'un nouveau financement appuyé par un financement fédéral de contrepartie pour ne pas aggraver les manques de financement qui existent déjà.

### **Assurance emploi, formation et éducation**

Nous saluons le renversement de plusieurs changements régressifs que le régime Harper avait apportés à l'AE, mais ce renversement est toujours loin d'effectuer tous les changements qu'on a promis et dont on a besoin. Conformément aux engagements pris, nous nous attendons aux changements supplémentaires suivants :

- des formes plus souples et plus prolongées des congés parentaux, allant jusqu'à 18 mois;
- des prestations plus souples et plus accessibles pour soignants dans le cadre du système AE;
- une abrogation de tous les autres changements régressifs de 2012, y compris le rétablissement de l'accès et des prestations pour les ouvriers saisonniers et l'amélioration du processus des services, des demandes et des appels;
- faire en sorte que l'AE offre une sécurité de revenu véritable à tous les travailleurs, y compris ceux dont l'emploi est précaire et peu sûr.

Nous attendons également avec intérêt le financement complet promis pour la formation axée sur les compétences dans le cadre des Ententes sur le développement du marché du travail, de la formation en apprentissage fournie par les syndicats et de la formation axée sur les compétences pour les Autochtones. L'excédent du fonds AE, qui selon les projections devrait être de 1,7 milliard de dollars, devrait servir à élargir l'accès au moyen d'un délai d'attente universel de 360 heures, et à offrir un plus grand soutien aux régions ayant des niveaux élevés de travail saisonnier.

On devrait rétablir le financement de base pour les programmes et les organisations offrant de la littératie et de la formation en compétences essentielles, y compris le Bureau

de l'alphabétisation et des compétences essentielles. La littératie et les compétences essentielles devraient être intégrées à la formation préalable à l'apprentissage et la formation axée sur les compétences, et devraient constituer des parties de base des stratégies pancanadiennes de formation et de réduction de la pauvreté.

Nous appuyons les congés préventifs pour les femmes enceintes occupant un travail dangereux. Cependant, le projet de loi C-243 risque de réduire le nombre de semaines de prestations disponibles aux prestataires après l'accouchement. On ferait peut-être mieux de financer ce programme à même l'indemnisation des accidentés du travail.

Le SCFP appuie la réduction et ultimement l'élimination des frais de scolarité pour les étudiants de premier cycle et des collèges. Le gouvernement fédéral pourrait financer la moitié des coûts en question en supprimant les crédits d'impôt fédéraux liés à l'éducation et l'aide financière fondée sur des prêts.

### **Réforme de la fiscalité et une plus grande équité fiscale**

Les revenus du gouvernement fédéral seraient plus élevés de 40 milliards de dollars s'ils étaient rétablis à la même hauteur de l'économie dont le fédéral a bénéficié depuis 1967. Depuis 2000, les grands bénéficiaires des réductions des impôts ont été les entreprises et le un pour cent des plus riches parmi nous. C'est là où on devrait aller chercher les revenus supplémentaires. Comme nous l'avons précisé ailleurs, l'adoption d'une poignée de mesures fiscales équitables pourrait générer plus de 30 milliards de dollars supplémentaires annuellement.

Nous félicitons le gouvernement d'avoir renversé certains changements fiscaux régressifs adoptés par le régime précédent, d'avoir introduit un nouveau taux d'imposition pour les plus grands revenus, d'avoir introduit l'Allocation canadienne pour enfants et d'avoir pris des mesures plus sévères pour lutter contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal.

Nous attendons avec plaisir de participer à l'examen des dépenses fiscales. Parmi les dépenses fiscales les plus injustes et les plus inefficaces, citons la déduction pour les options sur titres, l'exploitation des taux d'imposition pour les petites entreprises au profit des particuliers, des taux plus bas des impôts sur les gains en capital et les déductions des dépenses encourues par les entreprises pour les repas et les divertissements.

L'une des grandes priorités devrait être de faire en sorte que les grandes sociétés payent leur juste part des impôts. Les taux d'imposition sur les entreprises ont été réduits de moitié au cours des deux dernières décennies, et beaucoup d'entreprises

évitent des impôts complètement en recourant à des entités ayant des liens à l'étranger et aux paradis fiscaux.

Les sociétés multinationales participant à « l'économie numérique » sont particulièrement agressives dans leurs efforts pour éviter des impôts et d'autres règlements. Par exemple, la société Uber figure maintenant parmi les plus grands « employeurs » au Canada, mais ne paye aucun impôt sur les bénéfices ni prélèvement social. Uber ne demande aucune taxe sur les courses en taxi : il incombe donc aux chauffeurs de remettre volontairement la TPS/TVH et les impôts sur le revenu. La structure d'entreprise d'Uber n'est autre chose qu'une manœuvre compliquée pour éviter des impôts, mais la compagnie dépend entièrement des infrastructures financées publiquement pour ses exploitations, et jouit d'un avantage hautement injuste par rapport à ses concurrents locaux exploitant des petites et moyennes entreprises.

La société Netflix n'est pas assujettie à des taxes à valeur ajoutée ni aux impôts sur le revenu au Canada, et ne contribue pas non plus 5 % de ses revenus à la programmation canadienne comme le font d'autres distributeurs. Tout cela se traduit par plus de 100 \$ M de dollars de manque à gagner chaque année, par des avantages injustes par rapport aux concurrents de chez nous, et par moins de financement pour les entreprises canadiennes qui créent des produits culturels. Les fournisseurs de médias numériques devraient être assujettis aux mêmes impôts et aux mêmes obligations qui s'appliquent à d'autres distributeurs de médias.

Nous avons un besoin évident d'effectuer des réformes fondamentales dans ces domaines et dans d'autres domaines afin de créer un système de fiscalité équitable pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

## **Le commerce et le développement mondiaux**

Les grandes sociétés multinationales bénéficient également d'avantages injustes sur des entreprises intérieures plus petites par le biais des ententes telles que l'Accord économique et commercial global (AECG), le Partenariat transpacifique et l'ALENA qui contiennent des dispositions sur le règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante d'accueil. Ces dispositions permettent à des sociétés étrangères de poursuivre des gouvernements en justice pour la perte des profits potentiels, et augmentent la puissance des grandes sociétés de façon dramatique, aux dépens des emplois, des salaires, des petites et moyennes entreprises de chez nous – et de notre souveraineté.

Nous nous opposons à la ratification de l'AECG et du PTP, et nous conseillons vivement au gouvernement fédéral de les rejeter, surtout à la lumière de la conjoncture politique

actuelle aux États-Unis et au Royaume-Uni. Nous devrions plutôt poursuivre des ententes qui mettent l'accent sur l'amélioration – au lieu de la corrosion – des conditions de travail et des conditions sociales et environnementales à travers le monde.

Au cours des années récentes, le budget d'aide au développement du Canada a été réduit au deuxième ratio plus bas de notre histoire. Le SCFP appuie l'appel des agences de développement à prendre un engagement pour un calendrier de dix ans afin d'augmenter notre aide au développement et de consacrer la moitié des fonds aux pays les moins développés, les pays à bas revenus et les états fragiles.

Nous serons ravis de travailler avec nos parlementaires et le gouvernement afin d'aider à créer une économie plus forte, plus équitable et durable pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

\*sg/cope491